

RAPPORT D'ACTIVITÉS

>2016



INTERPELLER - MOBILISER - LUTTER
POUR LE DROIT À L'ALIMENTATION !

FIAN Belgium asbl
Rue Van Elewyck 35 – 1050 Bruxelles
TEL/FAX : +32 2 640 84 17
EMAIL: FIAN@FIAN.BE – WWW.FIAN.BE

LE MOT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION¹

Chèr(e)s membres, chers sympathisant(e)s, chers partenaires,

L'année 2016 s'est caractérisée par une inquiétante montée de la xénophobie et des replis nationalistes : élection de Donald Trump aux Etats-Unis, Brexit, montée de l'extrême droite et politiques anti-migratoires partout en Europe. Face à ces fausses solutions, il est urgent d'intensifier la coopération entre les pays et leurs populations pour le droit à l'alimentation et la souveraineté alimentaire.

C'est dans cette perspective que FIAN se bat depuis 30 ans aux côtés des mouvements sociaux pour construire un modèle de société respectueux des droits humains, contre les projets de traité de « libre »-échange, pour la justice climatique, pour la solidarité internationale, pour la conquête de nouveaux droits pour les paysan(ne)s. Ces luttes diverses visent à répondre aux attentes des populations victimes des effets de la mondialisation néolibérale, dans les domaines de l'alimentation, de l'environnement, du revenu et de l'emploi, notamment.

Notre réponse à la montée des nationalismes et de la xénophobie réside dans le renforcement des mobilisations aux quatre niveaux (local, national, régional, international) qui permettront la conquête progressive du droit à l'alimentation et de la souveraineté alimentaire, revendication portée depuis 1996 par le mouvement paysan mondial La Via Campesina. C'est une exigence démocratique, qui se situe à l'inverse de la captation du pouvoir par l'agenda des sociétés transnationales. Et ce n'est pas un agenda du repli sur soi : les mouvements sociaux qui revendiquent la souveraineté alimentaire expriment une solidarité transnationale. Ils visent à mettre le commerce international à sa juste place en donnant la priorité à l'agriculture et à l'alimentation de la population, non aux marchés. La souveraineté alimentaire donne un nouveau cadre favorable à des politiques d'échange de type coopératif, de relocalisation de la production et de la consommation, à l'agro-écologie, à la protection et à l'accès durable aux ressources...

Le renforcement du mouvement pour les droits humains et la souveraineté alimentaire est notre meilleure alternative face aux solutions nauséabondes de l'extrême droite. Et FIAN Belgium est à l'avant-plan de la construction du mouvement en Belgique et en Europe, comme nous l'avons encore montré cette année en contribuant à l'organisation de deux événements majeurs : le Forum Nyéléni Europe pour la souveraineté alimentaire, qui s'est déroulé à Cluj-Napoca en Roumanie et le Forum Agroecology in Action, qui s'est déroulé à Tour&Taxis en décembre 2016.

Priscilla Claeys, membre du CA de FIAN Belgium

¹ Ce mot d'introduction est inspiré d'une tribune cosignée par Priscilla Claeys et Manuel Eggen de FIAN Belgium avec d'autres partenaires : voir « Face à la montée des nationalismes et de la xénophobie, la souveraineté alimentaire est plus nécessaire que jamais », janvier 2017, <https://blogs.mediapart.fr/edition/les-invites-de-mediapart/article/200117/face-la-montee-des-nationalismes-et-de-la-xenophobie-la-souverainete-alimen>

2016 EN UN CLIN D'OEIL

En 2016, FIAN a poursuivi ses actions pour promouvoir la reconnaissance de nouveaux droits pour les paysan-ne-s. Notre coordinatrice Florence Kroff a accompagné une délégation de paysan-ne-s au Conseil des droits de l'Homme à Genève durant la **troisième session de négociation pour une Déclaration sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant en milieu rural**. Nous avons ensuite organisé une table-ronde politique sur la Déclaration en présence d'Olivier De Schutter (ancien Rapporteur spécial des Nations-Unies sur le droit à l'alimentation) et de l'Ambassadrice de Bolivie, qui préside le groupe de travail au Conseil des droits de l'Homme. Notre équipe a également produit de nouveaux outils de mobilisation et de sensibilisation sur la Déclaration, dont un [clip vidéo](#) (disponible en 5 langues), un [site web de campagne](#) et une série de [notes d'analyse](#).

Au niveau du soutien aux luttes des communautés, notre collègue Manuel Eggen s'est rendu en Sierra Leone pour documenter **les accaparements des terres de l'entreprise belgo-luxembourgeoise SOCFIN**. Les défenseurs des droits des communautés font l'objet d'une criminalisation croissante et 6 leaders locaux ont été condamnés à 5 à 6 mois de prisons en février 2016 suite à leurs activités de défense des communautés. Suite à cette nouvelle mission FIAN Belgium a intensifié la pression auprès des autorités de Sierra Leone et auprès de l'entreprise. Deux actions publiques ont été organisées [devant les bureaux de SOCFIN](#) et [lors de leur Assemblée générale](#). Suite à ces actions une procédure de dialogue entre les communautés et l'entreprise a été entamée par le chef de cabinet du Président de Sierra Leone.



En 2016, FIAN Belgium a également contribué à l'organisation de deux événements majeurs pour la souveraineté alimentaire en Belgique et en Europe. Le *Forum Nyéléni Europe pour la souveraineté alimentaire* s'est déroulé à Cluj-Napoca en Roumanie du 24 au 30 octobre et a rassemblé plus de 500 participants de plus de 40 pays d'Europe et du monde. Et le *Forum Agroecology in Action* a rassemblé plus de 700 participants en Belgique sur le

site de Tour & Taxi pour échanger sur les pratiques agroécologiques et discuter du futur du mouvement pour l'agroécologie et la souveraineté alimentaire en Belgique.



Enfin en 2016 nous avons continué nos activités d'éducation permanente, à travers les activités menées avec les groupes locaux et les groupes d'actions, les activités de formation et de mobilisation citoyennes et nos publications.

CHIFFRES CLÉS DE 2015

- **1** mission : la réalisation du droit à une alimentation adéquate pour tous !
- **113** membres adhérents
- Plus de **3500** sympathisants qui nous suivent via notre Newsletter et sur les réseaux sociaux
- **54** activités de sensibilisation et de mobilisation touchant directement plus de **21967** personnes



SOUTIEN À LA LUTTE DES COMMUNAUTÉS

L'appui aux communautés locales qui luttent pour la défense de leur droit à l'alimentation est au cœur de la mission de FIAN. Nous répondons aux demandes des communautés et élaborons avec eux une stratégie de lutte et de revendications pour défendre leurs droits. Une trentaine de cas sont actuellement défendus au sein du réseau FIAN International. En 2016 FIAN Belgium a plus particulièrement soutenu des luttes des populations indigènes au Brésil et de communautés paysannes en Sierra Leone et en République démocratique du Congo.

> Les communautés Guarani-Kaiowás du Brésil



Depuis plusieurs années, FIAN soutient le peuple indigène des Guarani et Kaiowá dans l'Etat du Mato Grosso do Sul. Les Guarani et Kaiowá ont un droit constitutionnel à leurs terres ancestrales. Or, tant les différents pouvoirs du Brésil (l'exécutif, le législatif et le judiciaire) que des grands propriétaires terriens (qui souvent engagent des milices privés) contestent ce droit constitutionnel, respectivement par diverses procédures administratives, judiciaires et législatives et même en criminalisant défenseurs de droits humains (pour les premiers), ainsi que par de la violence et des attaques cruelles et souvent fatales (pour les derniers). En moyenne, une personne Guarani et Kaiowá est assassinée tous les 12 jours. Et vu le désespoir accru reflétant leur situation, une personne Guarani et Kaiowá se suicide tous les 7 jours. Ces deux taux sont les plus élevés du Brésil.

La prise de pouvoir – c'est-à-dire le putsch – de Michel Temer au Brésil est une très mauvaise nouvelle pour les mouvements sociaux et paysans ainsi que pour les peuples indigènes du pays. Lors d'un des deux speakers' tours Guarani et Kaiowá que FIAN a organisés en 2016, [un débat sur la criminalisation des mouvements sociaux et des peuples indigènes](#) fut organisé. Pourtant, face à cette réalité et une Union européenne plus que timide quand il s'agit d'épingler les violations et abus de droits humains au Brésil, les rencontres de plaidoyer organisé par FIAN au Parlement européen avec les représentants du peuple Guarani et Kaiowá ont porté des fruits. En novembre 2016, le Parlement européen adopta une [résolution forte sur la situation des droits humains des Guarani et Kaiowá](#) au Brésil (voir aussi [communiqué de FIAN](#) à ce propos). Dès à présent, toute politique à dimension extérieure de l'Union européenne et de ses Etats membres visant le Brésil doit contribuer au respect, à la protection et à la réalisation des droits des Guarani et Kaiowá. En outre, tel que le stipule ladite résolution, toute entreprise européenne à l'origine de dommages environnementaux et d'atteintes aux droits de l'homme au Brésil doit être tenue responsable.



> Criminalisation des communautés de Malen en Sierra Leone

Depuis 2011, l'entreprise belgo-luxembourgeoise SOCFIN (partie du groupe français Bolloré) a acquis plus de 18.000 ha de terres dans la chefferie de Malen dans le sud de la Sierra Leone, pour une plantation industrielle de palmiers à huile. Dès le début, les communautés ont dénoncé le manque de transparence et de participation des accords entre l'entreprise et le gouvernement et les impacts sur leurs

droits et leurs conditions de vie. Plusieurs membres des communautés se sont rassemblés au sein de l'organisation communautaire MALOA pour défendre et revendiquer leurs droits. Ils doivent cependant faire face à une répression et un harcèlement judiciaire. Suite à plusieurs incidents, des dizaines de membres de MALOA ont été arrêtés et emprisonnés. En février 2016, après plus de deux ans de procès, 6 leaders de MALOA ont été condamnés de 5 à 6 mois de prison ou à des amendes totalisant plus 35.000\$ pour des crimes de « conspiration », « incitation » et « destruction de 40 plants de palmiers ». Des crimes pour lesquels ils ont plaidé non coupable.



Grâce à une importante mobilisation internationale permettant de payer les amendes, les 6 leaders ont pu être libérés et sont déterminés à continuer à défendre les droits des communautés. En avril 2016, notre collègue Manuel Eggen s'est rendu en Sierra Leone pour documenter les violations des droits des communautés. Il a toutefois été empêché de se rendre au sein des plantations de l'entreprise par la police locale. FIAN Belgium a également reçu plusieurs menaces de poursuites judiciaires en diffamation par SOCFIN. Qu'à cela ne tienne, FIAN a continué sa mobilisation en interpellant les actionnaires de SOCFIN et en écrivant une lettre au Président de Sierra Leone pour exiger la protection des droits des communautés.

> Feronia – accaparement des terres en RDC financé par la coopération belge

La multinationale Feronia a racheté les anciennes plantations d'huile de palme du géant Unilever en République démocratique du Congo. Cela concerne une concession de plus de 100.000 ha qui date de l'époque coloniale. Les ONG avaient dénoncé les violations des droits des communautés locales et les conditions de travail déplorables par Feronia dans un rapport de 2015. Malgré cela, un consortium d'institutions financières de développement, dont la Société belge d'investissement dans les pays en développement (BIO) a annoncé un financement de plus de €49 millions pour développer les activités de Feronia en RDC.

En décembre 2016, une représentante des communautés de Lokutu (Province de la Tshopo au Nord de la RDC) est venue témoigner des violations subies par les communautés et demande à BIO et au Ministre de la coopération au développement d'arrêter son soutien financier à l'accaparement des terres de Feronia et de protéger les droits des communautés.



PLAIDOYER

Depuis plusieurs années, FIAN plaide, aux côtés des mouvements paysans, pour l'adoption d'une Déclaration sur les droits des paysan-ne-s. Cette déclaration permettrait de faire face aux violations systématiques des droits fondamentaux des paysan-ne-s et de leur reconnaître de nouveaux droits, tels que le droit à la terre et aux ressources naturelles, le droit aux semences, le droit à un revenu digne, etc. Les négociations en cours au Conseil des droits de l'Homme avancent très lentement, à cause notamment des Etats européens, qui sont réticents à reconnaître des droits spécifiques pour les paysan-ne-s. En 2016, FIAN Belgium a renforcé son plaidoyer auprès du gouvernement belge et des autres pays européens. Nous avons notamment organisé [une table-ronde politique sur la Déclaration en avril 2016](#) en présence d'Olivier De Schutter (ancien Rapporteur spécial des Nations-Unies sur le droit à l'alimentation) et de l'Ambassadrice de Bolivie, qui préside le groupe de travail au Conseil des droits de l'Homme. Notre coordinatrice, Florence Kroff, a ensuite accompagné une délégation de paysan-ne-s au Conseil des droits de l'Homme à Genève pour témoigner des violations de leurs droits et insister sur l'importance de la Déclaration.



En 2016, le Ministre de la Coopération au développement, Alexander De Croo, a entrepris une réforme de la stratégie de la coopération belge pour le secteur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. Le Ministre a mis fin au « fonds belge pour la sécurité alimentaire » et a annoncé une révision de la note stratégique pour l'agriculture et la sécurité alimentaire. Cette réforme inquiète les ONG, car il y a un risque de déplacer le focus de la coopération de l'agriculture familiale vers une logique centrée sur l'agriculture commerciale. Dans ce contexte, FIAN Belgium, en collaboration avec les ONG de la Coalition contre la faim, a publié une [étude](#) et plusieurs [notes politiques](#) afin de plaider pour une stratégie basée sur la réalisation du droit à l'alimentation, en se concentrant notamment sur les besoins des petits paysans.

Au niveau européen, FIAN Belgium et les partenaires de l'Alliance européenne « [Hands On the Land for Food Sovereignty](#) » ont continué un important travail de plaidoyer pour revendiquer un meilleur accès à la terre pour les petits paysans à travers le monde. FIAN a notamment contribué à une étude, commanditée par le Parlement européen, sur [l'implication des entreprises et autres acteurs européens dans l'accaparement des terres](#).

En Europe, l'Alliance Hands on the Land a accompagné la Commission Agriculture du Parlement européen dans un processus politique visant à renforcer l'accès aux terres agricoles pour les petits agri-



culteurs, en particulier les jeunes. Une conférence sur l'accès à la terre a été organisée au Parlement européen en décembre 2016. En Belgique, FIAN accompagne également le travail de plaidoyer de la « Plate-forme sur le foncier agricole », qui réclame un meilleur accès à la terre, notamment à travers la réforme de la loi sur le bail à ferme en Wallonie. Cette nouvelle loi devrait être finalisée en 2017.

RECHERCHE ET PUBLICATIONS

FIAN Belgium effectue un travail de recherche et d'analyse, à la fois pour soutenir notre action politique et pour diffuser plus largement les messages du droit à l'alimentation auprès de nos partenaires et d'un public plus large.

Toutes nos publications peuvent être consultées et téléchargées gratuitement sur [notre site web](#).

> FIAN Echo

Notre revue bimestrielle le « [FIAN Echo](#) » est un outil privilégié pour communiquer avec nos membres et sympathisants, tant pour des informations sur nos activités que pour la publication d'articles de fond. Le FIAN Echo est envoyé à tous nos membres, ainsi qu'à nos principales organisations partenaires.

> FIAN Echo Hors série

Les FIAN Echo « hors série » rassemblent des articles de fonds sur une thématique particulière. Il a pour but de construire un espace d'expression à la ligne éditoriale ouverte pour faire écho à des voix multiples : fianistes, paysans, experts, militants de la société civile... dans l'idée de réfléchir collectivement et de décrypter, au delà des évidences, le contexte plus général dans lequel s'inscrivent nos actions.

En 2016, FIAN Belgium a publié deux numéros « hors série » du FIAN Echo :



- « [Vers une autre agriculture : constats et perspectives](#) » : publié et distribué à l'occasion des Journées internationales des luttes paysannes.
- « [Vers la souveraineté alimentaire : de Nyéléni à Agroecology in Action](#) » : numéro décrivant la dynamique de la transformation de nos systèmes alimentaires à travers deux événements clés qui se sont déroulés en 2016 : le Forum Nyéléni Europe pour la souveraineté alimentaire et le Forum Agroecology in Action.

> Etudes et analyses

Nous publions également des notes d'analyse ou des études sur des sujets d'actualité, des processus politiques clés en lien avec le droit à l'alimentation ou des cas de violation du droit à l'alimentation.

En 2016 nous avons poursuivi la publication d'[une série de notes d'analyse](#) sur le processus de la Déclaration sur les droits des paysan-ne-s, notamment sur les thématiques suivantes : le droit aux semences, le droit des femmes rurales, le droit à l'eau et à l'assainissement.

Nous avons également publié une [étude](#) faisant le bilan de la coopération belge au développement dans le secteur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire et prônant une approche de la coopération davantage basée sur les droits humains.

FIAN INTERNATIONAL
NOTE D'ANALYSE
MARS 2016
Par Saida Mwanza Suleh

Le droit aux semences et à la biodiversité biologique

DANS LA DÉCLARATION DES NATIONS UNIES SUR LES DROITS DES PAYSANS ET AUTRES PERSONNES TRAVAILLANT DANS LES ZONES RURALES

Cette note d'analyse sur le droit aux semences et à la biodiversité biologique fait partie d'une série de notes publiées par FIAN International dans le but d'alimenter les négociations du projet de texte de Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales.

Cette série de notes d'analyse recouvre les thèmes suivants: les obligations des États, les droits à la souveraineté sur les ressources naturelles, au développement et à la souveraineté alimentaire, les droits des femmes rurales, le droit à l'alimentation, le droit à un revenu et à des moyens de subsistance décent, le droit à la terre et aux autres ressources naturelles, le droit aux semences et à la diversité biologique, ainsi que le droit à l'eau et à l'assainissement.

L'ensemble de ces notes d'analyse sont disponibles sur nos sites web: <http://www.fian.org/> sur <http://www.fian.be/>



FIAN INTERNATIONAL
NOTE D'ANALYSE
MARS 2016
Par Andrea Nolas & Patricia Casari

Les droits des femmes rurales

DANS LA DÉCLARATION DES NATIONS UNIES SUR LES DROITS DES PAYSANS ET DES AUTRES PERSONNES TRAVAILLANT DANS LES ZONES RURALES

Cette note d'analyse sur les droits des femmes rurales fait partie d'une série de notes publiées par FIAN International dans le but d'alimenter les négociations du projet de texte de Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales.

Cette série de notes d'analyse recouvre les thèmes suivants: les obligations des États, les droits à la souveraineté sur les ressources naturelles, au développement et à la souveraineté alimentaire, les droits des femmes rurales, le droit à l'alimentation, le droit à un revenu et à des moyens de subsistance décent, le droit à la terre et aux autres ressources naturelles, le droit aux semences et à la diversité biologique, ainsi que le droit à l'eau et à l'assainissement.

L'ensemble de ces notes d'analyse sont disponibles sur nos sites web: <http://www.fian.org/> et <http://www.fian.be/>



FIAN INTERNATIONAL
DOCUMENT INFORMATIF
MARS 2016
Par Wang San Tang

Droit à l'eau et à l'assainissement

DANS LA DÉCLARATION DES NATIONS UNIES SUR LES DROITS DES PAYSANS, DES PAYSANNES ET DES AUTRES PERSONNES TRAVAILLANT DANS LES ZONES RURALES

Cette note d'information sur le droit à l'eau et à l'assainissement fait partie d'une série de notes publiées par FIAN International pour alimenter les négociations sur le projet de Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales.

La série de notes traite des questions suivantes: obligations des États, droits à la souveraineté sur les ressources naturelles, développement et souveraineté alimentaire, droits des femmes rurales, droit à l'alimentation, droit à un revenu décent et à une existence décente, droit à la terre et autres ressources naturelles, droit aux semences, droit à la diversité biologique et droit à l'eau et à l'assainissement.

Vous pouvez trouver ces notes sur notre site internet: <http://www.fian.org/>



MOBILISATION ET APPUI AUX MOUVEMENTS SOCIAUX

2016 a été une année de confirmation pour notre nouvelle stratégie de mobilisation.

D'une part, nous avons continué à développer et renforcer notre appui aux mouvements sociaux et notamment aux mouvements paysans, en tant qu'alliés et acteurs clés de la lutte pour le droit à l'alimentation. Nous avons ainsi confirmé notre capacité à impulser ou soutenir des dynamiques collectives importantes, au service du mouvement pour la souveraineté alimentaire. Cela a été par exemple le cas pour des actions de protestation sur des thématiques importantes comme la nécessité d'un autre modèle alimentaire lors de [la Grande Parade de Tout Autre Chose](#), l'accès à la terre lors de la [journée internationale des luttes paysannes du 17 avril](#) ou la [lutte contre les traités de libres-échanges \(TTIP et CETA\)](#), qui menacent directement l'agriculture paysanne.



Nous avons soutenu l'organisation de plusieurs événements des syndicats paysans en Belgique¹, notamment la **petite foire de Libramont** ou l'organisation d'une délégation belge pour le **Forum européen Nyéléni**. Nous avons également organisé notre [week-end de formation annuel](#) en collaboration avec le Mouvement d'Action Paysanne. Organisé en juillet à la ferme Arc-en-Ciel, qui pratique une agriculture basée sur des méthodes agroécologiques, la formation fut un succès pour les 30 participants (paysans, membres et citoyens engagés) qui se sont montrés déterminés à s'impliquer pour la transition de nos systèmes alimentaire. Olivier De Schutter, ancien rapporteur spécial pour le droit à l'alimentation, nous a fait l'honneur d'être présent en tant que formateur.



¹ Les deux membres de La Via Campesina en Belgique sont le Mouvement d'Action Paysanne (MAP) et la Fédération Unie des Groupements d'Éleveurs et d'Agriculteurs (FUGEA).

D'autre part, nous avons continué à travailler pour faire évoluer l'engagement des membres et sympathisants en proposant des implications diversifiées en fonction des intérêts et des disponibilités (pas spécifiquement sous l'étiquette FIAN, mais au service de nos objectifs). Ainsi, [les Brigades d'Actions Paysannes](#), projet phare de ce début 2017, est le fruit d'un long travail de préparation étalé sur l'année 2016. Ce réseau citoyen d'appui à l'agriculture paysanne et au mouvement pour la souveraineté alimentaire initié par FIAN et Quinoa constituera bientôt une possibilité importante d'implication ouverte à de nombreux citoyens. L'objectif est de pouvoir élargir la base sociale du mouvement pour soutenir directement des actions / chantiers en soutien aux paysan.ne.s.

Au niveau des groupes locaux, nous avons fait le choix de ne pas chercher à créer de nouveaux groupes tout en continuant à soutenir les groupes existants. Plusieurs activités ont été organisées par les groupes locaux de Welkenraedt et de Eupen. Enfin, signalons que le comité de rédaction du FIAN écho a continué à innover, en proposant un nouveau format et des numéros hors-série.

En tout en 2016, on peut répertorier **54 activités** de mobilisation ou d'appui aux mouvements sociaux auxquelles FIAN a activement participé, souvent avec une participation des membres et des militants. Ces activités ont permis de conscientiser et mobiliser directement 4.967 personnes. Et notre contribution aux grands événements de mobilisation (petite foire de Libramont, Grande Parade Tout Autre Chose, manif Stop TTIP/CETA) ont permis de toucher un public plus large de 17.000 citoyens. Soit un total de plus de **21.967 citoyens** touchés par nos actions.



Mais au-delà des chiffres c'est surtout la richesse, la diversité et la qualité des activités militantes qu'il faut souligner.

Nous profitons encore une fois pour remercier tous nos militants et sympathisants pour leur implication et leur dévouement dans la lutte pour le droit à l'alimentation !



MÉDIAS ET COMMUNICATION

Le travail d'amélioration des principaux outils de communication de FIAN était entamé en 2015 et s'est poursuivi en 2016. L'objectif était de rendre les outils et ressources développés par FIAN plus accessibles et plus clairs, afin d'en augmenter l'utilisation et favoriser l'action. Après la refonte du site, nous avons ainsi revu en 2016 la maquette du FIAN Echo ainsi que son contenu.

> Site web et réseaux sociaux

Cette année 2016, FIAN Belgium a été particulièrement actif sur le web ! Grâce notamment à la refonte du site, lancé en 2015, le nombre de visites a explosé. La moyenne mensuelle pour 2016 est de 4587 visites par mois, ce qui représente le double de la moyenne mensuelle de 2015 (2203 visites) ou de celle de 2014 (1837 visites). Il faut dire que nous avons publié presque une centaine d'articles, communiqués et publications durant cette année 2016.

Sur les réseaux sociaux aussi, avec une présence plus régulière, le nombre d'abonnés a augmenté. Sur Facebook, nous avons ainsi pu dépasser la barre des 1000 abonnés, terminant l'année avec 1174 abonnés, contre 875 fin 2015 et 649 fin 2014. Sur Twitter, nous avons désormais 586 followers, contre 395 fin 2015 et 301 fin 2015. Le nombre d'abonnés à notre newsletter reste stable: 1757 fin 2016, ce qui est quasi identique à l'année 2015 (1761).

> Presse

En 2016, nous avons publié 24 communiqués de presse, qui ont donné lieu à 36 articles ou reportages dans les médias. Comme l'année 2015, c'est nos communiqués liés à nos actions qui ont été le plus repris, et particulièrement nos actions contre les accaparements de terre du groupe SOCFIN. Lors du Speaker Tour Guarani, une double page du journal La Libre était consacrée au cas et à une interview de Valdelice Veron. Suite à notre table ronde sur la Déclaration sur les droits des paysan-ne-s, une double page était consacrée à la situation des paysans et paysannes et à leurs droits.

> 2016, année vidéo

En 2015, nous sortions une capsule vidéo sur la Déclaration des droits des paysan-ne-s, et nous avons estimé que l'outil vidéo offrait une bonne visibilité pour porter nos thématiques et les enjeux qui y sont liés. Nous avons donc opté pour la vidéo pour rendre compte de nos actions.

Ainsi, suite à nos actions dénonçant les accaparements de terre du groupe SOCFIN, nous avons réalisés 2 vidéos mises en ligne sur vimeo (1943 vues). Après le Forum européen Nyéléni en Roumanie, les 3 vidéos réalisées par ZinTV et publiées sur Facebook ont totalisé 9345 vues.

Nos différentes vidéos sur Youtube ont totalisé 3791 vues pour l'année 2016. Même si ce n'est pas grand-chose, c'est tout de même une augmentation de 80 % par rapport à l'année 2015.



RAPPORT FINANCIER 2016

BILAN FINANCIER

ACTIF

Actifs immobilisés

Immobilisations incorporelles		
Immobilisations corporelles	671,86	
Immobilisations financières	810,00	
		1.482

Créances diverses

Créances commerciales	2.658,48	
Autres créances	101.117,33	
<i>Subs à recevoir HOTL II</i>	<i>90.551,00</i>	
<i>Subs à recevoir ACS ex-FBI</i>	<i>1.857,47</i>	
<i>Subs à recevoir MARIBEL</i>	<i>3.660,00</i>	
<i>Créances diverses</i>	<i>485,00</i>	
<i>Créance Staff diverses</i>	<i>39,74</i>	
<i>Provision ONSS</i>	<i>4.524,12</i>	
		103.776

Disponible

CC La Poste	34.370,12	
Triodos Epargne	22.376,30	
Triodos Courant	11.333,38	
		68.080

Comptes de régularisation

Charges à reporter	1.184,35	
Produits Acquis	775,24	
		1.960

175.297 €

PASSIF

Fonds social

Fonds associatif	23.750,49	
Bénéfice reporté au 31/12/2016	4.379,00	
Bénéfice reporté	10.564,73	
	<hr/>	38.694

Dettes commerciales

Fournisseurs	16.032,46	
	<hr/>	16.032

Dettes fiscales et salariales

Précompte professionnel	1.592,70	
ONSS Cotisations personnelles	1.502,75	
ONSS Cotisations patronales	2.983,64	
ONSS Cotisations spéciales	31,43	
Pécules de Vacances	25.692,81	
	<hr/>	31.803

Comptes de régularisation

Charges à imputer		
Produits à reporter	15,80	
<i>Subs à Reporter - HOTL II</i>	88.751,25	
	<hr/>	88.767

175.297 €

COMPTE DE RÉSULTATS

PRODUITS

Revenus des Activités

700030 Réseau Financement Alternatif	812,1
701000 Prestations de Services	5.263,00

6.075,10 €

Dons & Cotisations

730001 Cotisations	1.447,50
733010 Dons	7.834,24
733020 Apports d'autres Associations/Organismes	750,00
733040 Dons Communes	50,00
733060 Actions Spéc. Récolte de Fonds	593,97

10.675,71 €

Subsides et Cofinancements des projets

737013 Subside UE HOTL II	119.150,64
737023 Subside DGD 2015-2016	103.845,67
737022 Subside Maribel	37.500,00
737132 Subside Education Permanente	24.169,62
737133 Subsides divers	850,00
737134 Subside ACS ex-FBIE	1.857,47

287.373,40 €

Subsides à l'emploi

738001 Exemption Versement PP_mesure AIP	1.653,39
738003 Subvention ACTIVA/ONSS	

1.653,39 €

Produits divers

743000 Produits d'Exploitation Divers	0,15
743100 Droits d'exploitation	0,00
750000 Intérêts Crédeurs	0

0,15 €

305.777,75 €

CHARGES

Services et Biens divers

610100 Loyers	10.757,15
610300 Assurance Incendie, Dégâts Naturels	59,56
612100 Fournitures Bureau	1.215,05
612210 Ressources Documentaires	0,00
612220 Photocopies	522,17
612300 Frais postaux (Timbres)	1.138,37
612400 Téléphone, Fax, Web	1.026,07
612500 Petit Matériel	832,83
612620 Logiciel Informatique	10,89
612630 Maintenance Logiciel	1.119,53
612740 Ass. RC (Exploit., Administrateurs,..)	174,80
613100 Restaurants	149,05
613200 Alimentation Admin (café, boissons,..)	96,11
613300 Cadeaux	37,46
613400 Cotisations (Fédérations, Cot légales,..)	678,04
613401 Cotisation FIAN International	1.863,00
613500 Publications Légales (Statuts,Comptes,..)	124,63
613800 Site Web (Conception, Hosting, ..)	598,46
614100 Frais d'organisation Evènements & Actis	6.935,14
614101 Frais Location de Salle	909,81
614110 Matériel Sensibilisation et Mobilisation	503,01
614300 Vidéos, Reportages (Photos, Dias,..)	5.575,79
614400 Publication Outils Péda et Sensibilisati	6.099,58
615110 Déplacements Belgique	1.530,16
615120 Déplacements Europe	4.029,96
615130 Déplacements Internationaux	5.406,58
615140 Assurance Voyage	0,00
615200 Hôtels - Apparts - Logement	3.835,68
615300 Per Diem Internationaux	1.334,80
615301 Per Diem Europe	2.322,20
615302 Per Diem Sud ---> Nord	222,00
615400 Autres Frais Mission / Staff (visa,..)	200,00
616000 Frais de Gestion Secrétariat Social	2.691,01
616001 Frais gestion Eco-chèque & chèque-repas	842,75
616010 Frais de Traduction et Interprétariat	2.916,33
616020 Honoraires Prestations Services Divers	0,00
616030 Honoraires Experts - Consultants	0,00
616040 Honoraires et frais d'évaluation	6.489,50
616050 Appui Technique Externe	2.692,50
616051 Etudes et Recherches	3.642,89
616060 Honoraires Formations	245,00
616070 Frais d'Audit	1.210,00

80.037,86 €

Rémunérations et charges sociales

620200 Rémunérations employés	142.254,45
620210 Pecule de vacances employés	9.401,98
621200 Charges Patronales O.N.S.S.	45.168,73
623000 Assurance Légale Staff Belgique	1.784,77
623001 Assurance Complémentaire Acc	1.547,68
623100 Service Médical	593,84
623200 Provision Pécule Vacances	25.692,81
623210 Reprise Provision Pécule Vacances	-19.757,78
623300 Intervention Employeur Frais Déplacement	3.047,44
623400 Tickets Repas - Eco-chèques - ect	6.945,74
623500 Autre Frais de Personnel liés au Salaire	1.200,00
623501 Exo versement PP --> Maribel	1.240,12

219.119,78 €

Amortissements

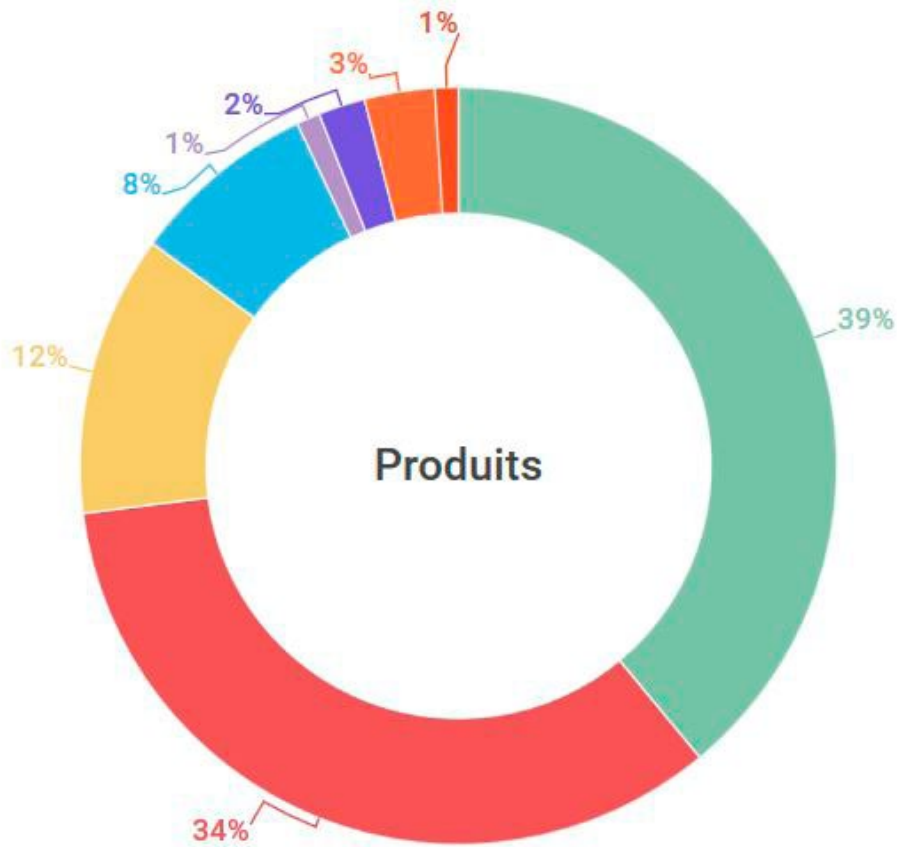
630100 Dotations Amort. Immo. Incoporelles	810,84
630200 Dotations Amort. Matériel informatique	0,00

810,84 €**Autres charges**

657000 Frais Bancaires	0,00
658300 Frais financiers divers	408,94
643000 Charges d'Exploitation Diverses	21,33
664000 Autres charges exceptionnelles	1.000,00

1.430,27 €**301.398,75 €****RESULTAT****4.379,00 €**

PRODUITS 2015



- Subside Union Européenne
- Subside DGD
- Subside Maribel
- Subside Education Permanente
- Subside ACS ex-FBIE
- Revenus des Activités
- Dons & Cotisations
- Divers

CHARGES 2016

